

Démarche : DREETS-GE - QUESTIONNAIRE "ACTIVITÉ DES DÉFENSEURS SYNDICAUX"

Organisme : DREETS-GE - Unité Appui au Dialogue Social (UADS)

Identité du demandeur

Email	<input type="text"/>
Civilité	<input type="text"/>
Nom	<input type="text"/>
Prénom	<input type="text"/>

Formulaire

Depuis le 1er août 2016, les défenseurs syndicaux interviennent au nom d'une organisation syndicale de salariés ou professionnelle d'employeurs pour assister ou représenter les parties devant les conseils de prud'hommes ou les cours d'appel en matière prud'homale à titre gratuit (L. 1453-4 du Code du travail).

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dite loi Macron) a créé un statut du défenseur syndical en matière prud'homale.

Renseignements relatifs au (à la) défenseur(se) syndical(e)

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Prénom

Adresse postale

Veuillez renseigner votre adresse postale

Adresse mail

DREETS-GE - QUESTIONNAIRE "ACTIVITÉ DES DÉFENSEURS SYNDICAUX"

Numéro de téléphone (portable ou fixe)

Statut

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ salarié(e) en activité

☐ employeur en activité

☐ retraité(e)

☐ fonctionnaire ou assimilé

☐ en recherche d'emploi

☐ sans emploi

☐ autre activité

Profession

Veuillez indiquer de façon précise votre profession

Inscription sur la liste des défenseurs syndicaux à la date du 31 décembre 2025

Cette démarche ne s'adresse qu'aux défenseurs syndicaux déjà inscrits sur la liste officielle et publiée par arrêté préfectoral en vigueur

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Depuis moins d'un an

☐ Depuis plus d'un an

Organisation mandataire

Veuillez sélectionner dans la liste déroulante votre organisation d'appartenance

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ CFDT

☐ CFE-CGC

☐ CFTC

☐ CPME

☐ CGT

☐ FDSEA

☐ FO

☐ MEDEF

☐ SOLIDAIRES

☐ SUD INDUSTRIE

☐ SUD COLLECTIVITE TERRITORIALE

☐

DREETS-GE - QUESTIONNAIRE "ACTIVITÉ DES DÉFENSEURS SYNDICAUX"

☐ UNSA

☐ U2P

Intervention(s) du (de la) défenseur(se) syndical(e)

Veuillez sélectionner votre ou vos département(s)/région(s) d'intervention parmi les choix suivants

Grand Est

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Alsace

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Champagne-Ardenne

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Lorraine

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Ardennes (08)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Aube (10)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Marne (51)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Haute-Marne (52)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

DREETS-GE - QUESTIONNAIRE "ACTIVITÉ DES DÉFENSEURS SYNDICAUX"

Meurthe-et-Moselle (54)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Meuse (55)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Moselle (57)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Bas-Rhin (67)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Haut-Rhin (68)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Vosges (88)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Nombre et type d'interventions durant la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 (hors préparation de dossiers)

Intervention(s) auprès du conseil des Prud'hommes

Intervention(s) auprès du conseil des Prud'hommes

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Aucune intervention

☐ de 1 à 4 intervention(s)

☐ 5 interventions et plus

Intervention(s) auprès de la Cour d'Appel

Intervention(s) auprès de la Cour d'Appel

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Aucune intervention

☐ de 1 à 4 intervention(s)

☐

Nombre d'interventions au cours de l'année 2025 par effectif d'entreprise (hors préparation de dossiers)

Veuillez renseigner tous les champs. Si vous n'avez pas effectué d'intervention pour un champ, renseignez la valeur 0

Strictement moins de 11 salariés

De 11 à 49 salariés

De 50 à 249 salariés

250 salariés et plus

Nombre d'interventions par secteur d'activité (hors préparation de dossiers)

Veuillez renseigner tous les champs. Si vous n'avez pas effectué d'intervention pour un champ, renseignez la valeur 0

Agriculture

Industrie

Commerce et services commerciaux

Encadrement

Activités diverses (à préciser)

Veuillez renseigner ici le nombre d'interventions pour le secteur "activités diverses". Si vous n'en avez pas effectué, renseignez la valeur 0 dans le champ dédié

Autre

Préparation de dossier en vue d'une audience prud'homale

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Préparation de dossier en vue d'une audience cour d'appel

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Pièces justificatives

Pièces justificatives

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Veuillez télécharger tous vos justificatifs d'activité sur les 12 derniers mois (période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025)

Exemples : convocation à une audience, attestation du greffe, attestation sur l'honneur accompagnée de mails ou courriers de justiciables

Si vous avez plusieurs pièces justificatives à télécharger, cliquez sur "Ajouter une ligne pour « Pièces justificatives »"

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Veuillez télécharger tous vos justificatifs d'activité sur les 12 derniers mois (période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025)

Exemples : convocation à une audience, attestation du greffe, attestation sur l'honneur accompagnée de mails ou courriers de justiciables

Si vous avez plusieurs pièces justificatives à télécharger, cliquez sur "Ajouter une ligne pour « Pièces justificatives »"

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Veuillez télécharger tous vos justificatifs d'activité sur les 12 derniers mois (période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025)

Exemples : convocation à une audience, attestation du greffe, attestation sur l'honneur accompagnée de mails ou courriers de justiciables

Si vous avez plusieurs pièces justificatives à télécharger, cliquez sur "Ajouter une ligne pour « Pièces justificatives »"

Je suis informé(e) des dispositions de l'article 441-7 du code pénal qui prévoit qu'« est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait : 1/ D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; 2/ De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ; 3/ De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.

Cocher la case

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

RGPD

Règlement Général sur la Protection des Données

J'autorise le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités à procéder à un traitement de mes données personnelles dans le cadre de cette téléprocédure, sur le fondement de l'article 6-c (traitement nécessaire au respect d'une obligation légale : Article D.1453-2-5 du Code du travail) du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données ou RGPD).

Pour exercer vos droits Informatique et Libertés et pour toute information sur ce dispositif, contactez l'adresse suivante : dreets-ge.dpd@dreets.gouv.fr

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Données personnelles

J'accepte que dans le cadre de la continuité du traitement de mon dossier, mes informations personnelles puissent être transmises aux partenaires de la DREETS Grand Est à des fins de formation ou d'enquête.

Cochez la mention applicable

☐

DREETS-GE - QUESTIONNAIRE "ACTIVITÉ DES DÉFENSEURS SYNDICAUX"

☐ Non